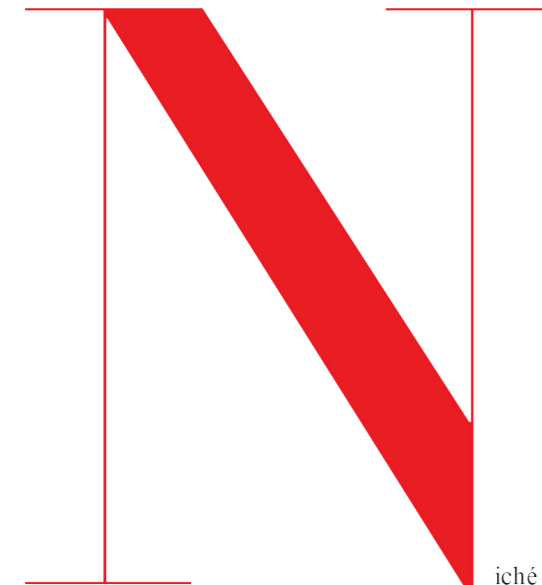


LE COMPLOT DES TIGRES



LÉGENDE TITRE
BLANC
Légende Texte Blanc

Bo Xilai était l'étoile montante du parti communiste et l'un des sérieux prétendants à la présidence de la Chine. Sa chute en 2012 n'était pas seulement celle d'un dirigeant compromis dans l'affairisme, mais la partie visible d'une conjuration qui a fait trembler Pékin. ROGER FALIGOT, l'un des rares vrais connaisseurs des arcanes du pouvoir chinois, révèle les détails de cet incroyable thriller politico-financier.



iché dans les collines boisées du nord-est de Pékin, le centre pénitentiaire de Qincheng ressemble à un vieux palais impérial, avec son large portail et son allée majestueuse. Depuis plus d'un demi-siècle, c'est dans l'enceinte de cette Bastille chinoise que le régime enferme ses prisonniers de marque. Construit à partir d'anciennes geôles japonaises et rénové à la fin des années 1950 avec l'aide du KGB soviétique, l'établissement ne figure sur aucune carte mais il a vu passer des détenus qui ont marqué l'histoire : Pu Yi, immortalisé par le film de Bernardo Bertolucci *Le dernier empereur* ;

Jiang Qing, la veuve de Mao Zedong, accusée de trahison et morte en captivité en 1991 ; ou encore l'universitaire et militant des droits de l'Homme Liu Xiaobo, condamné en 2009 à onze ans d'enfermement pour « activités subversives contre l'État » et lauréat depuis du Prix Nobel de la paix. À Qincheng, les prisonniers sont désignés par un numéro à quatre chiffres mais leurs conditions de détention diffèrent selon le rang social et le motif de la condamnation. Les dissidents politiques sont cloîtrés dans des quartiers au confort sommaire et subissent des châtiments corporels. Les dirigeants déchus, eux, vivent dans des cellules aménagées comme des appartements, avec baignoire, toilettes et machine à laver, plus l'autorisation de regarder la télévision deux heures tous les soirs. Bo Xilai est de ceux-là.

Jadis considéré comme l'étoile montante du Parti communiste et un prétendant sérieux à la présidence du pays, cet ancien maire de la mégapole de Chongqing (30 millions d'habitants), ex-ministre du commerce (c'est sous son égide que la Chine est entrée à l'OMC, en 2001), a été condamné, le 22 septembre 2013, à la prison à vie pour « détournement de fonds, corruption et abus de pouvoir ». Son procès, retransmis à la télévision – en léger différé, pour éviter toute déclaration intempestive – et suivi avec passion sur Internet, a tenu en haleine le monde entier. Pour la première

fois en Chine, le prévenu était autorisé à répondre en public à ses accusateurs, les témoins défilaient à la barre comme dans un film américain, selon une mise en scène soigneusement orchestrée. Le message était clair : le régime vantait les progrès de son système judiciaire (où les juges restent cependant soumis à l'État) en même temps qu'il faisait de ce spectacle inédit un exemple de la lutte contre la corruption parmi ses propres élites – la roche Tarpeienne et le Capitole, version chinoise. Ainsi, l'histoire officielle retient que Bo Xilai doit sa perte à ses outrances financières et à l'imprudence de sa femme : un an plus tôt, en août 2012, celle-ci avait été condamnée pour le meurtre d'un homme d'affaires britannique qu'elle fréquentait de trop près. Ce fait divers sulfureux aurait provoqué l'ouverture de l'enquête qui a emporté Bo Xilai. Mais c'est sans doute trop simple.

Le 6 décembre 2014, l'agence Chine Nouvelle, organe d'information du pouvoir chinois, rendait publique l'incarcération d'un autre très haut dirigeant : Zhou Yongkang. Membre influent et redouté du comité central, présenté comme le numéro trois du parti (derrière le président et le premier ministre), cet ancien ministre de la Sécurité publique avait la mainmise sur une partie des services secrets et sur l'appareil judiciaire, au point d'avoir été classé en 2011 par le magazine *Forbes* au 29^e rang des personnalités les plus puissantes du monde. Avant l'annonce de son arrestation, Zhou avait disparu de la scène publique chinoise depuis deux ans et la raison de son invisibilité ne fut connue qu'à la fin de 2013, lorsque le *New York Times* révéla qu'il se trouvait en résidence surveillée, soumis aux interrogatoires de la Commission centrale d'inspection

de la discipline, la brigade anticorruption du parti, dont les pouvoirs excèdent ceux de la police et de la justice.

Les charges retenues contre lui sont lourdes : pots-de-vin, népotisme, liaisons adultères multiples et autres manquements à l'autodiscipline requise des autorités politiques, sans compter la divulgation de secrets du parti et de l'État, punie de mort par Pékin. À tout ceci s'ajoute un autre crime, qui figurera peut-être sur l'acte d'accusation du camarade Zhou, s'il est à son tour un jour traduit devant un tribunal : jusqu'à sa chute, il était le soutien, l'ami et

le mentor de Bo Xilai. Désormais, seuls les initiés savent qu'il est aussi son compagnon de détention à Qincheng.

Hormis les poursuites qui le visent, le pouvoir chinois n'a guère communiqué sur le sort réservé à Zhou Yongkang. Mais dans ce système politique étrange qui conjugue l'ouverture de l'économie et le verrouillage de l'information, les vérités camouflées surgissent parfois via des canaux officieux : sites et blogs indépendants, messages postés sur le Sina Weibo (le Twitter chinois), confidences relayées par une diaspora d'exilés et d'observateurs assidus qui scrutent la Chine à partir des cités voisines de Hongkong, Taïwan, Singapour, Séoul ou Tokyo et disposent d'assez de contacts derrière la Grande Muraille pour savoir des bribes de ce qui s'y passe. C'est ainsi que, peu avant Noël 2014, un homme d'affaires français spécialisé dans le commerce agroalimentaire et familier des allées →

« ESPÈCE DE SALOPARD ! TU VEUX COMPROMETTRE MA FEMME, MA FAMILLE, MA CARRIÈRE ! »

Bo Xilai à Wang Lijun

(respectivement maire de Chongqing et son adjoint, chef de la police)



LÉGENDE TITRE BLANC
Légende texte blanc

du pouvoir à Pékin m'avait alerté sur le transfert de l'énigmatique M. Zhou dans le pénitencier le mieux protégé du pays. « Ils l'ont placé dans la cellule la plus luxueuse, me confiait-il. Une suite de plusieurs pièces dotée d'une salle de bain personnelle, qui était autrefois celle de Jiang Qing, la veuve de Mao. Tout un symbole... » Pour les dirigeants de Pékin, les deux « tigres » (ainsi dénomme-t-on les hommes forts du régime) Bo et Zhou avaient partie liée dans une organisation dont les mobiles dépassaient de loin l'enrichissement personnel et qui aurait pu, si leurs desseins avaient abouti, faire basculer l'histoire de la Chine. Alors que le procès de Bo Xilai a focalisé l'attention des médias internationaux, les détails de leur conjuration ont jusqu'à présent été maintenus dans l'ombre. De mes meilleures sources chinoises, j'ai cependant obtenu cette précision édifiante : à Qincheng, c'est Zhou Yongkang qui porte le matricule 0001.

L'AMANT EMPOISONNÉ

Le 15 novembre 2011, Wang Lijun, chef de la Sécurité publique de Chongqing et adjoint de Bo Xilai à la mairie de la ville, est réveillé en pleine nuit par un appel de son service. On vient de découvrir dans une chambre de l'Hôtel Lucky Holiday le cadavre d'un businessman britannique nommé Neil Heywood. Du centre, où Wang réside, il faut parcourir une dizaine de kilomètres vers le sud de la cité pour gagner ce palace que fréquentent les couples aisés à la recherche de week-ends romantiques au bon air – l'établissement est situé au-dessus du nuage de pollution qui enrobe Chongqing à longueur d'année. Le chef de la police s'y rend au plus vite, escorté de quatre enquêteurs de confiance, comme il le confirmera sur un procès-verbal d'enquête daté d'avril 2012.

D'emblée, l'enquête s'annonce sensible. Le jour de sa mort, l'Anglais a dîné à l'hôtel avec Gu Kailai, l'épouse du maire. Or Wang est un de ses proches. Il lui doit sa nomination et a mis sa

réputation de superflic incorruptible à son service. Les descentes qu'il organise régulièrement contre les gangs mafieux ont fait de lui un héros de la presse, une sorte d'Elliott Ness local (jusqu'à inspirer une série télévisée intitulée *Tiexue jinghun – Police au mental de fer et de sang*). Sous couvert de lutte anti-corruption, ces opérations ont aussi permis le démantèlement de réseaux politiques hostiles, ce qui a aidé Bo Xilai à asseoir sa puissance.

Car le maire a de grandes ambitions. Le développement de sa ville, dans un mélange de capitalisme et de clientélisme, lui a apporté une fortune considérable, ce qui ne l'empêche pas de prôner un retour aux valeurs du maoïsme originel. Sa haute taille (il dépasse 1,80 m, rarissime pour les Chinois de cette génération) contribue à son charisme, de même que son ascendance. Il est l'un de ceux que les Chinois appellent les « princes rouges », héritiers des huit compagnons historiques du Grand Timonier – même si son père fut écarté durant la Révolution culturelle (et déjà incarcéré à Qincheng, d'ailleurs). À l'adolescence, Bo militait parmi les Gardes rouges, ces jeunes miliciens chargés par Mao de traquer les manquements à l'orthodoxie communiste pour purger le parti des éléments douteux, qu'il fallait exécuter ou enfermer dans des camps de rééducation. Sous ses dehors de modernisateur affairiste, il n'a pas renié l'intransigeance idéologique de sa jeunesse. Ni oublié que le pouvoir ne doit pas seulement se convoiter mais se prendre. Depuis des mois, il prépare le 18^e congrès du PCC qui doit se tenir l'année suivante (en novembre 2012) et introniser un nouveau dirigeant au sommet du pays. Un autre « prince rouge », Xi Jinping, alors vice-président, fait figure de favori. Mais avec l'aide de Zhou Yongkang, son meilleur allié à Pékin, Bo Xilai est bien décidé à s'imposer.

→ L'épouse du maire, Wang la connaît également – et cela aussi est délicat. C'est une avocate de renommée internationale depuis qu'elle a fait triompher une entreprise chinoise devant une juridiction américaine. Elle en a tiré un livre: *Comment gagner un procès*

L'AGENT DE LA CIA DOIT PERSUADER LE TRANSFUGE DE SE RENDRE AUX AUTORITÉS CHINOISES.

aux États-Unis (Guangming Daily Publishing House, 1998) qui s'est arraché. Plus émancipée et moins effacée que la moyenne des femmes de dirigeants chinois, Gu Kailai est aussi une gestionnaire avisée : elle profite de ses voyages à l'étranger pour monter des réseaux occultes afin de placer sur de grandes places financières une partie de la fortune familiale. Le fils du couple, Bo Guagua, profite de cette manne : il a suivi les cours de l'université britannique d'Oxford et c'est justement Heywood, l'Anglais

assassiné, qui l'y a commandé et a supervisé ses études, tout en guidant au fil des ans les placements de ses parents en Occident (dont une villa sur les hauteurs de Cannes qui sera mise en vente, après le scandale, pour 7 millions d'euros). Plus embarrassant encore, Wang dispose de renseignements précis selon lesquels Neil Heywood et l'épouse du maire entretiennent une liaison clandestine. Dévoué à Bo Xilai, le policier décide de couvrir l'affaire. L'autopsie est expédiée à la hâte. Le 18 novembre, le rapport conclut à une crise cardiaque consécutive à une surdose d'alcool. Ni la veuve chinoise de Heywood ni l'ambassade britannique ne contestent cette version des faits. Le cadavre est aussitôt incinéré.

Zélé mais précautionneux, Wang a néanmoins gardé une preuve. Avant la destruction du corps, il a fait discrètement prélever une fiole du sang de la victime. Son analyse ne laisse aucun doute : elle établit que, dans la grande tradition des opéras chinois, l'Anglais a été empoisonné. S'il ignore le mobile du crime, le superflig de Chongqing sait que l'enquête va compromettre Bo Xilai, à travers sa femme au moins. Le 28 janvier 2012, il se rend chez le maire, lui révèle ce qu'il a découvert et les dispositions prises pour protéger M^{me} Gu. Mais les événements se retournent contre lui : questionnée par son mari, l'épouse infidèle crie à la calomnie. Bo convoque Wang et déchaîne sa colère : « Espèce de salopard ! Tu veux compromettre ma femme, ma famille, ma carrière ! » Il gifle violemment le chef de la

LÉGENDE TITRE BLANC
Legende texte blanc



celui-ci, qui assiste à la scène, témoignera plus tard devant la justice chinoise. Wang lui-même précisera qu'il s'agissait d'un coup de poing et non d'une gifle, au point d'avoir été projeté à terre.)

Chassé, humilié, Wang entrevoit alors la fin de sa brillante carrière – et peut-être pire. Le 30 janvier, de fait, Bo Xilai annonce au téléphone son limogeage à plusieurs dirigeants du parti de Pékin. Le 2 février, la nouvelle est officielle et trois adjoints de l'incorruptible sont arrêtés. Affolé, Wang décide de tout raconter. Mais à qui se confier ? À ses supérieurs de Pékin ? Ils le sanctionneraient pour avoir étouffé l'affaire. Au Guoanbu, le service

rival du sien ? Il a la réputation de rester neutre dans les affaires touchant le pouvoir ; impossible de savoir comme il réagirait. Du reste, les réseaux de Bo Xilai dans les arcanes du régime sont infiniment plus influents que les siens. Il songe même au consulat britannique, mais on le tient à distance – curieusement, les compatriotes de Heywood ne veulent rien savoir de sa mort.

LE SUPERFLIC PASSE À L'OUEST

En désespoir de cause, le 6 février 2012, Wang Lijun quitte Chongqing et se présente au consulat américain de Chengdu, capitale de la province voisine du Sichuan : il se dit prêt à faire défection. Il a emporté avec lui des dossiers et préparé une confession écrite qu'un ami enverra à des sites d'information parallèles au cas où il lui arriverait malheur. À l'ambassade des États-Unis à Pékin, cette irruption fait l'effet d'une bombe. Jamais un responsable policier de ce niveau n'est encore passé à l'Ouest. Mais la décision de Wang tombe au plus mauvais moment. La secrétaire d'État Hillary Clinton est attendue pour une visite officielle – si les Chinois apprennent ce qui se trame, des années d'efforts diplomatiques seront réduites à néant. La realpolitik s'impose : le chef de station de la CIA reçoit l'ordre de persuader le transfuge de se rendre aux autorités chinoises. L'agent américain prévient lui-même ses homologues au sein du Guoanbu, la Sûreté d'État, afin d'organiser sa récupération.

Dès le lendemain, un dirigeant de ce service chargé du contre-espionnage est dépêché sur place. Mais au sommet du pouvoir chinois, l'information n'a pas échappé à Zhou Yongkang.

TITRE the TITRE ?

Breve tit chapo Ditatem faccusa ipsunt fugia voluptat quam volorep fugia voluptatquam volorep



BO XILAI

Quis moluptibust, quiatis maximax iminus, siminuis moluptibust, quiatis maximax



GU KAILAI

Quis moluptibust, quiatis maximax iminus, siminuis moluptibust, quiatis maximax



ZHOU YONGKANG

Quis moluptibust, quiatis maximax iminus, siminuis moluptibust, quiatis maximax



XI JINPING

xxxxxx Quis moluptibust, quiatis maximax iminus, siminuis moluptibust, quiatis



WANG LIJUN

xxxxxx Quis moluptibust, quiatis maximax iminus, siminuis moluptibust, quiatis



GENG HUICHANG

xxxxxx Quis moluptibust, quiatis maximax iminus, siminuis moluptibust, quiatis

Ho et Wenguang Huang, dans un livre remarquable consacré à l'affaire Heywood, *A Death in the Lucky Holiday Hotel*, paru aux États-Unis en 2013.) Bo persuade alors son homologue, le maire de Chengdu, d'envoyer des commandos encercler le consulat en lui faisant croire qu'un terroriste s'y est introduit. Si bien qu'à l'arrivée de l'émissaire du Guoanbu venu chercher Wang, le 8 février, le bâtiment est en état de siège. Entre les soldats des forces spéciales chinoises et les US Marines, la fusillade est évitée de peu. Dépité mais convaincu d'avoir au moins sauvé sa peau, Wang se rend à l'agent et les deux hommes s'envolent pour Pékin. À cet instant, le superflig déchu de Chongqing ignore que le service de contre-espionnage auquel il vient de se livrer en sait déjà bien plus que lui sur les agissements du clan Bo. Ses révélations vont apporter aux enquêteurs du Guoanbu les pièces manquantes d'un inquiétant puzzle.

UN ÉTAT DANS L'ÉTAT

Les Pékinois l'appellent le « Jardin de l'Ouest » mais le quartier général du Guoanbu n'a rien d'un parc verdoyant : c'est un vaste bâtiment grisâtre dont les façades austères rappellent l'architecture des années cinquante. Situé au nord-ouest de la capitale, près du zoo, il ressemble à ce qu'il est : un domaine à part, un État dans l'État. La porte monumentale de l'immeuble est surmontée d'un blason qui dit tout : le glaive et le bouclier frappé de la faucille et du marteau surplombent un palais impérial – le bouclier pour protéger le parti, le glaive pour combattre la subversion. Au septième étage →

→ règne un homme au visage poupin et aux lunettes épaisses, dont l'élégance soignée (il porte toujours une cravate, le plus souvent de couleur bleue) reflète l'état d'esprit. Au contraire des militaires et des policiers qu'il commande, Geng Huichang a parcouru le monde autrement qu'en lisant des cartes et des rapports. C'est un intellectuel, grand connaisseur de l'économie américaine, qui a participé à de nombreux colloques à l'étranger en tant que président d'un influent *think tank*, l'Institut chinois des relations contemporaines internationales (CICIR). En 2008, il a aussi montré des compétences de chef d'orchestre : c'est lui qui a piloté le dispositif de protection des Jeux olympiques de Pékin. Sa réussite lui a valu de devenir le grand patron du Guoanbu, service tentaculaire chargé à la fois de la sécurité intérieure et du contre-espionnage (comme son modèle d'antan, le KGB) et de l'espionnage hors des frontières (comme son principal adversaire, la CIA).

À ce titre, le redouté M. Geng supervise aussi bien le pillage technologique chinois à travers la planète que la surveillance des internautes soupçonnés de dissidence, la traque des rebelles tibétains et l'espionnage des hommes d'affaires étrangers qui débarquent en Chine en flot continu. Son domaine de compétence est très large mais sa marge de manœuvre étroite : comment appliquer sans faiblesse les règles de la dictature communiste tout en accompagnant le triomphe du capitalisme chinois ? Pour Geng, la réponse passe par le refus des doctrines passées qui prônent le grand bond en arrière et aussi par le combat contre la corruption. Et cela lui fait déjà deux raisons de s'opposer à Bo Xilai et à Zhou Yongkang.

« NOUS CHASSERONS LES MOUCHES COMME LES TIGRES. »

Xi Jinping
(futur numéro un chinois)

Il y en a une troisième : dès 2009, le Guoanbu a reçu instruction du premier ministre, Wen Jiabao, de s'intéresser de près aux activités de Bo Xilai et de ses proches. On les soupçonne de vouloir perturber les transitions politiques à venir pour pousser leurs propres pions. Dans les cercles dirigeants de Pékin, on les tient notamment pour responsables de fuites dans la presse américaine destinées à compromettre certains hauts responsables du parti et du gouvernement (ces campagnes culmineront avec les révélations, en 2012, du montant des fortunes respectives de Wen Jiabao lui-même dans le *New York Times* et du futur président Xi Jinping par l'agence Bloomberg). Depuis les années 1980, c'est ainsi que les hiérarques chinois organisent l'affaiblissement de leurs rivaux, tout en s'attirant les bonnes grâces de médias occidentaux, le plus souvent grâce à des correspondants basés à Hongkong, plaque tournante idéale pour le transit de l'information, comme de l'argent, aux confins de l'empire communiste et du monde démocratique.

C'est à Hongkong, justement, que j'ai reconstitué une partie

de l'incroyable intrigue qui a conduit à la chute de Bo Xilai et à la découverte de ses projets secrets. Il y a trente ans, j'y avais réuni des éléments pour nourrir un livre d'enquête sur les services d'espionnage chinois. Le monde a changé mais l'ancienne colonie anglaise demeure un lieu de prédilection pour la pêche au renseignement. La confrérie des journalistes spécialisés y côtoie celle des consultants en « intelligence économique » qui grouille d'anciens agents, des sinologues plus ou moins sérieux, des missionnaires bretons et des jésuites italiens, qui recoupent et échangent des bribes d'informations recueillies auprès de sources officielles, dans les publications non autorisées ou les cocktails du Foreign Correspondents' Club, décrit autrefois par John Le Carré dans *Comme un collégien* (Robert Laffont, 1977). Tout y est resté presque à l'identique, exception faite du retour de l'île dans le giron de Pékin et de la vitesse de propagation des rumeurs, fondées ou non, depuis l'apparition d'Internet.

Bill, vieux routier de la CIA venu pantoufler en Extrême-Orient pour une société de sécurité privée, fait de fréquents séjours à Hongkong. Après des années passées comme officier clandestin sous une fausse identité (Bill n'est d'ailleurs pas son vrai prénom), il cultive toujours son réseau. En 2011, au moment où s'est joué le premier acte, il émargeait encore à la CIA et a eu à connaître des dessous de l'affaire Bo. Selon le récit qu'il m'en a livré, le Guoanbu de Geng Huichang avait pris une longueur d'avance grâce à une taupe inattendue : Wang Lulu, la femme de Neil Heywood, le Britannique assassiné. Furieuse des infidélités de son mari, elle avait accepté de l'espionner. Le pire étant que, par ce canal, la Sûreté chinoise a appris que Heywood aussi était un agent : il collaborait

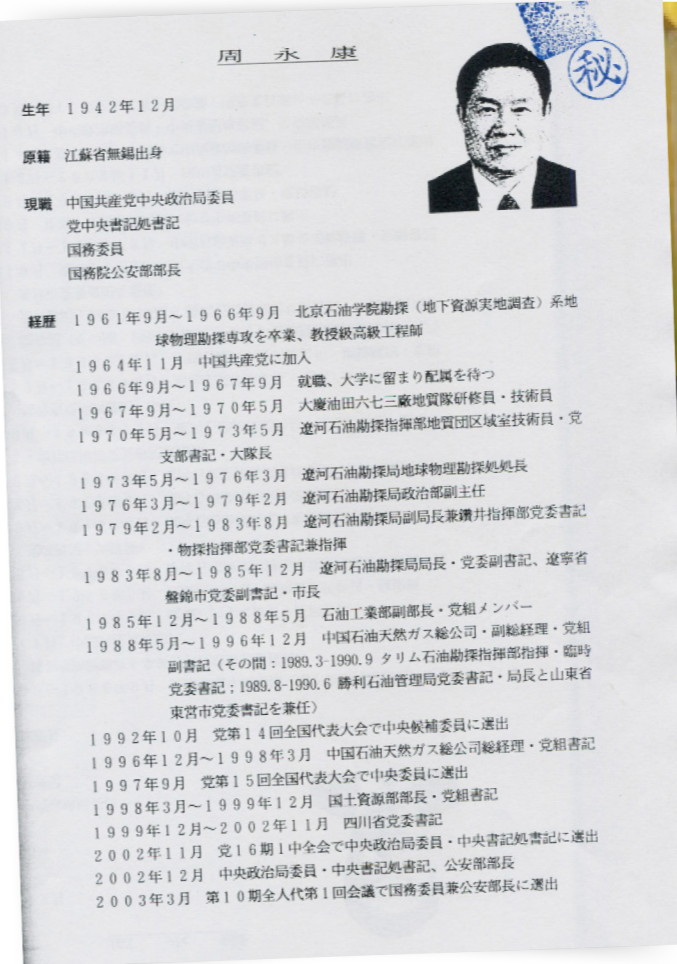
avec le MI6 britannique ! Ainsi, pour mon interlocuteur américain, cette découverte serait à l'origine du meurtre de l'homme d'affaires. « Après la mort de son mari, m'a-t-il dit, la femme de Heywood était terrorisée. On l'a menacée pour l'obliger à taire ce qu'elle savait... »

Un ancien cadre du Guoanbu, limogé après le scandale, a dévoilé depuis le détail qui éclaire l'enchaînement : il a avoué avoir lui-même prévenu Bo Xilai qu'il était surveillé et que Heywood était un « honorable correspondant » du MI6. Dès lors, on comprend que Bo n'ait eu d'autre

choix que d'alerter sa femme et de tout faire pour préserver sa réputation, à quelques mois du congrès du parti – si ses rivaux avaient vent de l'histoire, Xi Jinping ne manquerait pas de l'utiliser contre lui, le condamnant au déshonneur. Mais en rejetant Wang quand il est venu lui faire part des risques qu'il encourait avec son épouse, Bo s'est, sans le savoir, jeté lui-même dans la gueule du tigre...

MANŒUVRES MILITAIRES

Après sa défection avortée, Wang confesse tout ce qu'il sait aux hommes du contre-espionnage dans les bureaux opaques du « Jardin de l'Ouest ». Dans le même temps, se sentant acculé, Bo Xilai tente d'impressionner le pouvoir central. Au mois de mars 2012, il décrète l'état d'urgence dans sa ville de Chongqing, cependant que règne à Pékin une tension inhabituelle. Des escarmouches éclatent entre



dans les couloirs de Zhongnanhai, la cité des dirigeants, de curieuses réunions d'officiers supérieurs favorables au tandem formé par Bo et Zhou. Plusieurs amiraux y auraient pris part, ainsi que certains des chefs du 2^e régiment d'artillerie, le corps d'armée chargé des missiles stratégiques intercontinentaux – ceux qui peuvent frapper Taipei, Tokyo ou Washington...

Aucune de ces manœuvres n'aura cependant assez d'effet pour sauver les comploteurs. Au printemps 2012, Bo Xilai est démis de ses fonctions, lui et son épouse sont arrêtés. Outre les suspicions d'ordre financier, l'enquête a mis en lumière qu'avec une incroyable audace, Bo a mis au point un système d'écoutes téléphoniques généralisé des communications qui lui permettait d'épier jusqu'aux plus hautes personnalités du parti et de l'État, y compris le président Hu Jintao lui-même ! Gu Kailai est jugée le 20 août 2013 et condamnée à la « peine de mort avec sursis », selon une subtilité de la procédure pénale chinoise qui a pour but d'obliger le condamné à dénoncer ses complices pour sauver sa peau. Durant l'audience, elle a accusé son mari et chargé Zhou, qu'elle a décrit comme le mauvais génie de Bo Xilai. À quelques mois du 18^e congrès du PCC, la voie se dégage pour Xi Jinping.

MAIS OÙ EST PASSÉ XI JINPING ?

Pourtant, dans la première quinzaine de septembre 2012, le favori disparaît. Il ne s'affiche plus en public, délaisse les réunions au sommet, manque une rencontre prévue avec Hillary Clinton... On ne le croise plus dans les allées de Zhongnanhai. Où est-il passé ? La presse chinoise, bien sûr, ne souffle mot de ce mystère mais la rumeur se répand dans les ambassades, via les antennes des services secrets étrangers, et parmi les observateurs avertis. À ce jour, aucune explication →

LÉGENDE TITRE BLANC
Legende texte blanc

officielle de cet escamotage n'a été donnée. La version la plus fiable qui me soit revenue veut qu'une séance particulièrement orageuse ait effrayé le futur numéro un chinois au point de lui faire redouter une tentative d'assassinat. « Xi Jinping exigeait les pleins pouvoirs, y compris la direction de la Commission militaire centrale dès son intronisation, m'a raconté un sinologue reconnu (qui, à ce moment-là, interviewait des cadres dirigeants pour analyser la dynamique du congrès qui allait s'ouvrir). Et il réclamait la révocation de Zhou Yongkang, qui avait été le seul à s'opposer à l'arrestation de Bo Xilai. La réunion au sommet a pris une méchante tournure. Ils en sont venus aux mains. On dit que le camarade Xi a reçu une chaise sur la tête... Dans les jours qui ont suivi, ce dernier était convaincu qu'on allait chercher à le tuer. Alors il s'est terré pour préparer la riposte avec les factions et les services qui lui étaient acquis. » Vue d'Europe, à l'heure des chaînes d'information continue et des réseaux sociaux mondialisés, pareille psychose peut paraître anachronique mais il ne faut pas oublier que Deng Xiaoping, leader du pays de 1978 à 1992, est réputé avoir lui-même échappé à sept tentatives d'élimination physique, dont la dernière date de 1988.

Quoi qu'il en soit, Xi Jinping ne refait surface que le samedi 15 septembre 2012, tout sourire, lors d'une cérémonie à l'Université agricole de Pékin. L'homme qui l'a fait trembler, Zhou Yongkang, apparaît quant à lui pour la dernière fois un mois plus tard, devant l'association des anciens élèves de l'Institut pékinois du pétrole – là où avait débuté, un demi-siècle plus tôt, une ascension que rien ne laissait présager.

L'HOMME QUI VOULAIT ÊTRE EMPEREUR

Zhou Yongkang naît en décembre 1942 dans la province du Jiangsu, au nord de Shanghai. Ses parents l'ont baptisé Yuangen mais son instituteur a exigé que l'on change son prénom pour éviter la confusion avec un élève homonyme. Il devient alors Yongkang, qui signifie « éternelle quiétude ». Ce ne sera pas prémonitoire. Lui n'a rien d'un « prince rouge », il grandit dans une famille modeste loin de l'oligarchie pékinoise – son père est un simple pêcheur d'anguilles. Zhou adhère au Parti communiste en 1964. Deux ans après, il obtient un diplôme d'ingénieur de l'Institut du Pétrole de Pékin, option « recherche et exploration géologiques ». C'est un bosseur et pendant que la Révolution culturelle fait table rase de toutes les institutions, le pays a besoin de techniciens. À la mort de Mao, en 1976, cela fait trois ans que Zhou exploite le plus grand champ pétrolifère de la Compagnie nationale chinoise du pétrole (CNPC), dans la province du Liaoning. Au cours de la décennie suivante, son expertise et son management autoritaire le portent à la direction de la CNPC, l'une des plus puissantes entreprises chinoises de l'époque. Il prospecte en Asie, en Amérique latine et en Afrique afin de trouver les ressources énergétiques qui soutiendront l'essor chinois.

Ce n'est qu'après l'avènement de Deng Xiaoping, dans les années 1980, que l'entrepreneur M. Zhou prend des responsabilités politiques : le voici ministre de l'aménagement du territoire et des ressources naturelles et secrétaire du parti dans la province du Sichuan. Ainsi entré dans le cercle des puissants, il connaît un premier accroc au tournant du siècle. Mis en accusation par des députés de l'Assemblée populaire, il est démis de ses fonctions après une affaire de corruption.

En dépit de cet épisode dévastateur, il rebondit en 2002 et hérite du ministère de la Sécurité publique. À cette place de choix, il dirige une véritable armée de plusieurs millions d'agents civils et militaires et son empire s'étend de la circulation routière à la protection urbaine, de la police criminelle à la répression des dissidents, jusqu'à la gestion du goulag chinois. Il règne aussi sur une partie du contre-espionnage, en concurrence avec le Guoanbu – dont le chef, Geng Huichang, se méfie de son emprise grandissante – et a sous ses ordres le terrifiant « bureau 610 ». Fort de 15 000 policiers, ce dernier pourchasse avec férocité les adeptes du mouvement spirituel Falun Gong, dont le pouvoir chinois redoute l'autonomie et l'influence sur la population. Zhou est alors l'un des hommes les plus craints du pays – et au-delà. En 2007, à Tokyo, le directeur adjoint du Naichō, le service de renseignement placé sous la tutelle du premier ministre japonais, m'avait déjà alerté : « Zhou Yongkang étend ses pouvoirs qui sont déjà considérables. On n'avait pas vu cela depuis Mao, quand son maître espion Kang Sheng manipulait les services secrets en même temps que les gardes rouges, de concert avec M^{me} Mao... »

Son poids est d'autant plus imposant qu'il bénéficie d'un précieux parrainage : celui de la « bande de Shanghai », le groupe des fidèles de l'ancien président Jiang Zemin, prédécesseur de Hu Jintao, dont Zhou a épousé la nièce en 2001, une reporter de télévision de 28 ans sa cadette (sa première femme, dont il venait de divorcer, est morte peu avant dans un mystérieux accident de voiture). Aussi est-il coopté dès 2002 au bureau politique du parti, une première depuis un quart de siècle pour un ministre de la sécurité. Il en profite pour développer une diplomatie parallèle en rencontrant ses homologues des grandes puissances pour évoquer la lutte contre le crime organisé et le terrorisme – dont Nicolas Sarkozy à Paris en 2006, alors qu'il était ministre de l'intérieur.

Nommé en 2007 à la tête du Zhengfawei, la commission qui supervise l'ensemble des forces de sécurité chinoises, il se voit confier la protection des JO de Pékin, qui doivent se tenir l'année suivante (en collaboration toutefois, on l'a vu, avec le Guoanbu de Geng Huichang, car les dirigeants chinois aussi ont lu Machiavel). À cette époque, Pékin envoie des émissaires au Pakistan et en Afghanistan pour s'assurer qu'Al-Qaïda ne s'attaquera pas aux sites olympiques en actionnant des séparatistes ouïghours passés au djihadisme – aujourd'hui encore, certaines sources vont jusqu'à prétendre que les services chinois savaient déjà où trouver Ben Laden mais qu'ils se sont bien gardés de le révéler aux Américains... « La situation internationale est telle

que l'antiterrorisme est l'une de nos préoccupations majeures », proclame alors Zhou pour justifier la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui seront autant de troupes pour conforter sa domination.

En 2011 encore, il obtient des crédits considérables pour les forces placées sous son autorité, plus élevés même que le budget total de l'Armée populaire de libération. Pour cela, il a agité en très haut lieu la menace de soulèvements spontanés susceptibles de subvenir dans l'Empire du Milieu par la contagion du « Printemps arabe ». Au passage, une partie des fonds va disparaître dans des circuits financiers dont le camarade Zhou semble avoir été le principal bénéficiaire. Une fois sa chute consommée, la police saisira chez lui et ses affidés l'équivalent de 12 milliards d'euros : le butin d'un immense pillage – un trésor de guerre.

LA BANDE DES HOMMES JAUNES

Dans les derniers jours de 2012, Xi Jinping, 59 ans, succède à Hu Jintao, 69 ans, au poste de secrétaire général du Parti communiste chinois, rampe d'accès vers la présidence de la République populaire. Le complot a échoué. Le nouveau leader, chimiste de formation et qui a connu dans sa jeunesse la rudesse des camps de travail, veut faire de son règne une nouvelle étape dans la modernisation de la Chine. Cependant, il n'a rien oublié des manigances ourdies contre lui ; il est décidé à éliminer ses adversaires jusqu'au dernier – « Nous chasserons les mouches comme les tigres », lance-t-il à son arrivée. Une nouvelle purge se prépare. Dans le sillage de l'affaire Bo Xilai, une *task force* de 200 fonctionnaires d'élite est formée au sein de la Commission centrale d'inspection de la discipline (CCDI) pour lancer une batterie d'enquêtes nationales contre la corruption. Comme toujours en Chine, la croisade moralisatrice rejoint le règlement de comptes.

Dans l'ombre, Xi Jinping constitue en outre autour de lui une garde prétorienne dépourvue d'existence officielle. Les sources initiées qui l'ont évoquée devant moi l'appellent en souriant « la bande des hommes jaunes du Hebei » – non pour la couleur de leur peau, bien sûr, mais parce que tous sont originaires de cette province située au nord du Fleuve Jaune. Par recoupements, j'ai pu en identifier avec certitude les membres principaux (cinq hommes et une femme), qu'aucun média occidental n'a jamais nommés. Aucun d'entre eux n'est connu en Occident mais tous occupent une fonction clé au cœur du nouveau pouvoir : Li Zhanshu, chef du bureau des secrets d'État et éminence grise de Xi Jinping ; Wang Jiarui, directeur du bureau de liaison internationale du parti (le service de renseignement qu'abritent les ambassades à l'étranger) ; Wang Jianping, successeur de Zhou aux commandes de la police armée populaire ; Sun Chunlan, promu au début de 2015 à la tête du bureau du travail du Front uni du Comité central du PCC, un autre réseau de renseignement politique, chargé de rallier à la cause nationale les Chinois d'outre-mer et de Taïwan ; Liu Jianguo, animateur de la *task force* anti-corruption de la CCDI. À cette liste s'ajoute un autre natif du Hebei dont l'affaire Bo a souligné l'influence : le patron du Guoanbu, le fameux Geng Huichang.

C'est sous leur commandement officieux que la *task force* de la CCDI procède à l'arrestation de Zhou Yongkang, conduit en résidence surveillée. Ils ont ensuite le champ libre pour dévider l'écheveau de ses innombrables réseaux, politiques et financiers.

Au cours des dix-huit mois suivants, les enquêteurs reconstituent le circuit des prébendes – financées avec l'argent du pétrole que Zhou continuait à percevoir – qui alimentaient son organisation à l'intérieur des services, ainsi que la galaxie des proches qu'il a placés, en véritable parrain, dans les plus grandes entreprises d'État et les provinces où il a exercé des responsabilités (dans le Jiangsu de son enfance, l'un de ses frères, poursuivi à son tour et atteint d'un cancer, mourra juste avant d'être capturé).

À ce jour, l'unité spéciale a interpellé quelque 300 personnes considérées, à des degrés divers, comme des complices de celui qui porte le matricule 0001 du pénitencier de Qincheng. Parmi elles, la quasi-totalité de ses collaborateurs directs et une douzaine de vice-ministres, l'ex-président de la compagnie pétrolière CNPC et l'ancien vice-gouverneur de l'île de Hainan, haut lieu du tourisme chinois. Le personnage le plus en vue de cette liste noire est sans doute Li Dongsheng, naguère vice-ministre de la Sécurité publique et chef du « bureau 610 » pour la traque de l'organisation Falun Gong. Devenu directeur adjoint de la télévision d'État, il était connu pour adresser à Zhou de jeunes journalistes, des call-girls ou des femmes de chambres afin d'assouvir son appétit sexuel (d'où les accusations « d'abus de pouvoir pour faveurs sexuelles » ajoutées aux chefs d'accusation retenus contre Zhou en décembre 2014). Des centaines de perquisitions effectuées aux quatre coins du pays ont abouti à d'énormes saisies d'argent liquide. L'analyse des comptes bancaires de la seule famille Zhou (désormais gelés) a permis de retrouver 37 milliards de yuans (5,2 milliards d'euros) et 51 milliards placés en actions (7,1 milliards d'euros), sans compter de somptueuses villas, des collections d'œuvres d'art, une soixantaine de voitures de luxe et de sport, des devises étrangères et des lingots d'or. Le nouveau pouvoir fait fuiter ces informations via les réseaux sociaux afin de sceller le discrédit de ses ennemis et de montrer au peuple que le combat contre les prévaricateurs ne faiblit pas. Au cours de l'une de leurs irruptions, les policiers auraient découvert avec effarement une grande statue du président Mao en or massif.

L'Armée populaire de libération n'a pas échappé à l'épuration. Après l'accession de Xi Jinping à la présidence, le 14 mars 2013, des têtes sont tombées. Selon les chiffres du gouvernement, 72 000 cadres militaires (dont une soixantaine avec rang de ministre) et 16 généraux ont été démis de leurs fonctions et poursuivis pour corruption. Le général Xu Caihou, qui avait cautionné les troublantes manœuvres ordonnées par Bo Xilai en 2011, a été chassé de la Commission militaire centrale. D'autres ont été inculpés pour avoir vendu des grades, des décorations et des promotions – l'un d'entre eux, le général Ma Faxiang, commissaire politique de la marine, n'a échappé aux inquisiteurs de la CCDI qu'en se jetant du haut de l'immeuble où il était interrogé. Les autres se sont empressés de faire allégeance au président – aussitôt élu, il a réuni les officiers généraux pour leur rappeler que « le parti commande au fusil », selon la formule de Mao.

Enfin, à la fin de l'été 2013, après cinq jours de procès au cours desquels il a refusé d'avouer les crimes qu'on lui reprochait, Bo Xilai a été condamné à la prison à vie. Au moment du verdict, devant les caméras, les autorités ont veillé à faire encadrer le prisonnier par deux gardes plus grands que lui, spécialement recrutés sur ce critère – il ne fallait pas que sa stature puisse jouer une dernière fois en sa faveur.

LE POULET ET LES SINGES

L'un des meilleurs experts du monde politique chinois, le professeur Arthur Ding, directeur de l'Institut des recherches internationales taïwanais, me confiait durant l'hiver 2014 dans son bureau de Taipei : « Désormais, on peut dire que Xi Jinping a terminé sa grande purge – même si d'autres affaires d'argent vont sûrement être dévoilées. » Je m'étais rendu pour la première fois dans cet établissement installé dans un bâtiment de la National Chengchi University, sur les hauteurs de la ville, au milieu des années 1980. À présent, un ordinateur trône au beau milieu de monceaux de documents mais mille rivières d'informations semblent toujours jaillir dans cette petite pièce encombrée, qui prennent leur source en Chine continentale, dans les milieux initiés de Taïwan comme dans les diasporas chinoises disséminées à travers le globe. « Le Président Xi a fait éclater l'ancienne "bande de Shanghai" et écarté les chefs militaires qui en étaient proches, m'avait dit le professeur. Pour tous les officiers de cinquante ans qu'il installe aux postes clés comme pour ceux à qui il confie les grands ministères, le message est clair : notre réforme épargne les cadres intermédiaires, pourvu qu'ils se rallient à notre panache. » Et Ding avait ajouté, avec un sourire de vieux sage : « Toujours la bonne vieille tradition : on égorge le poulet pour terroriser les singes. »

Une semaine après notre conversation, le 5 décembre 2014, les chefs de la Commission centrale d'inspection de la discipline notifiaient à Zhou Yongkang les accusations dont il devra répondre devant un tribunal – de toute évidence avant 2016. Depuis la fin de la Révolution culturelle, c'est la première fois qu'un dirigeant issu de l'aréopage suprême du communisme chinois, le comité permanent du bureau politique, est ainsi mis en cause. Son vainqueur, Xi Jinping, en a profité pour accaparer les pouvoirs essentiels. « Il préside pas moins de dix-huit *task forces* et autant de commissions spécialisées – y compris celle qui doit définir les conditions du rattachement de Taïwan à la Chine », détaille Andrew Yang, ancien vice-ministre de la Défense à Taipei dont le cercle d'études, le Chinese Council of Advanced Policy Studies, observe les rapports de force en matière de défense et de sécurité. Novation au sommet de la dictature de Pékin : Xi Jinping a même institué une Commission de sécurité nationale conçue sur le modèle du Conseil national de sécurité américain, qui coordonne l'action de tous les services sous sa propre direction. Geng Huichang, le précieux chef du Guoanbu, en a été nommé secrétaire général.

Le lendemain de l'officialisation des poursuites contre Zhou et de son exclusion du PCC, Geng signait une tribune dans *Le Quotidien du peuple* où il plaidait pour une rénovation profonde de la société chinoise, libérée des contraintes idéologiques afin d'y faire progresser le droit, l'indépendance de la justice et la défense des citoyens. Le camarade Geng est censé prendre sa retraite d'ici deux ans. Autre triomphateur de l'élimination du clan Zhou, il pourrait alors s'installer à Zhongnanhai et devenir l'un des conseillers privilégiés du nouveau maître, aux premières loges d'un pouvoir désormais sans partage. Si les journaux américains qui voient en Xi Jinping le « Chinois du siècle » ne se trompent pas, c'est d'abord parce que personne ne peut plus contester son emprise. □